



MONTUSSAN

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE DE MONTUSSAN**

N° 2020-43

Département de la Gironde
Canton de Lormont

L'an deux mille vingt et le vingt octobre à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 14 octobre 2020

Nombre de membres : En exercice : 23 – Présents : 20 – Absents : 3 – Votants : 22

Etaient présents :

Mesdames FONTENEAU Sylvie, JEAN-THEODORE Corinne; PINARD Céline ; RIEB Françoise ; BOULDE Fleur ; DARNINGE Adeline ; TODESCO Valérie ; CHANSARD Nathalie ; BAMALE Odile
Messieurs DUPIC Frédéric, SEURIN Alban, CHIRON Patrice, DUCONGER Jean-Loup ; CHALME Jean-Luc ; BILLOT Gérard ; CARPE Francis ; QUELLIEN Geoffrey ; CANTERO Sébastien MARTIN José ; GACHET Pascal

Etaient absents :

PEYRAUBE Marie-José ;
LAURENT Maria Concepción
Messieurs MARTIN Isidro ;

Procurations :

Madame PEYRAUBE Marie-José donne pouvoir à Madame JEAN-THEODORE Corinne
Monsieur Isidro MARTIN donne pouvoir à Monsieur DUCONGER Jean-Loup

Madame Fleur BOULDE a été nommée secrétaire de séance.

Objet : Opposition au transfert de compétence de plein droit de la compétence relative au PLU à la Communauté de communes du secteur de Saint Loubés

Résultat du vote :
• Pour : 22
• Contre : 0
• Abstention : 0

Monsieur le Maire expose que l'article 136 II de la loi pour l'accès au logement et urbanisme rénové (ALUR) n° n°2014-366 du 24 mars 2014, prévoyait le transfert de compétence de plein droit aux communautés de communes de la compétence relative au plan local d'urbanisme (PLU), le lendemain d'un délai de trois ans à compter de sa publication, soit à partir du 27 mars 2017.

Les communes pouvaient s'opposer à la mise en œuvre de ce transfert automatique si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans, les conseils municipaux de 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposait (à l'échelle de la Communauté de communes du secteur de Saint Loubés, le vote de 2 communes sur 6 du territoire représentant environ 5400 habitants était nécessaire).

Par délibération du 16 février 2017, la Commune de Montussan s'est opposée à ce transfert de compétence.

La majorité de 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'opposant au transfert de la compétence PLU ayant été atteint en 2017, les communes ont conservé leur compétence. L'article 136 II de la loi ALUR prévoit une « clause de revoyure » suite au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires intervenu en 2020, en ces termes : « Si, à l'expiration d'un délai

de trois ans à compter de la publication de la présente loi, la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions prévues au premier alinéa du présent II ».

De nouveau, les communes peuvent s'opposer au transfert de la compétence en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, à condition que les conseils municipaux de 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y oppose, avant le 31 décembre 2020 (à l'échelle de la Communauté de communes du secteur de Saint Loubés, le vote de 2 communes sur 6 du territoire représentant environ 5 400 habitants est nécessaire).

Il apparaît d'une manière générale contraire à l'intérêt communal de transférer à l'échelon intercommunal la compétence en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale. Celle-ci permet, en effet, aux communes de déterminer l'organisation de leur cadre de vie, en fonction des spécificités locales, d'objectifs particuliers, de préservation patrimoniale ou naturelle et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une commune à une autre.

Ce transfert serait, de plus, inopportun pour la Commune de Montussan parce qu'elle a approuvé son plan local d'urbanisme communal le 27 avril 2010 et qu'il est actuellement en cours de révision suite à la prescription de sa révision par délibération du 16 mai 2019.

Dans ce contexte, il est proposé au conseil municipal de s'opposer au transfert de la compétence en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale à la Communauté de communes du secteur de Saint Loubés.

Vu la loi pour l'accès au logement et urbanisme rénové (ALUR) n° n°2014-366 du 24 mars 2014, en particulier son article 136 II,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à la majorité :

- s'oppose au transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale à la Communauté de communes du secteur de Saint Loubés,
- souhaite le maintien de la compétence plan local d'urbanisme à l'échelon communal,
- demande au conseil communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition,
- dit que la présente délibération sera transmise à Madame la Préfète de la Gironde.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le Maire,

Frédéric DUPIC

